

# Le Niger dénonce l'accord militaire avec le Bénin.

Les militaires au pouvoir au Niger ont dénoncé, mardi 12 septembre 2023, par communiqué, un accord de coopération militaire conclu en juillet 2022 avec le Bénin que les nouveaux hommes forts de Niamey accusent, par ailleurs, « d'envisager une agression » contre leur pays.

Dans le communiqué lu à la télévision nationale, le régime militaire de Niamey dit avoir « appelé à plusieurs reprises au respect des obligations » de cet accord signé le 11 juillet 2022 avec le Bénin qu'ils ont décidé de « dénoncer ».

Le Bénin est aussi accusé par les militaires du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) « d'envisager une agression contre le Niger au lieu de le soutenir ». « La République du Bénin a autorisé le stationnement des militaires, mercenaires et matériels de guerre dans la perspective d'une agression voulue par la France en collaboration avec certains pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre le Niger », ont-ils assuré mardi, tout en réitérant leur « volonté d'éviter l'escalade ».

En rappel, Porto-Novo s'est aligné derrière la CEDEAO qui menace les putschistes nigériens d'une intervention militaire s'ils ne rétablissent pas l'ordre constitutionnel avec en toile de fond la libération du président déchu, Mohamed Bazoum et sa réinstallation dans ses fonctions de président démocratiquement élu.

Les militaires arrivés au pouvoir au Niger par un coup d'État le 26 juillet dernier avaient déjà dénoncé, début août, les accords militaires avec la France qui datent de février 1977. Le chef du Gouvernement de Transition instauré à l'issue du coup de force a même affirmé le 4 septembre dernier que des échanges étaient en cours pour un « départ rapide » des forces françaises du pays.

[Source](#)